

M. CLARK (Red-Deer): Sans doute, mon honorable ami le ministre sait à quoi s'en tenir, mais je crois qu'il ferait bien de réserver le présent article. Il a encore des renseignements à fournir à ses propres partisans. Pour ma part, je voudrais ne pas être soupçonné de vouloir mettre obstacle à l'article; je voudrais surtout n'être pas soupçonné de vouloir refuser de voter le traitement de l'excellent fonctionnaire chargé de l'application de la loi des chemins et routes. Néanmoins, j'aimerais à rappeler au ministre que mon honorable ami de Dufferin, ainsi que moi et plusieurs autres, nous nous sommes opposés à cette politique dès le début, et je n'ai pas été surpris d'entendre ce soir les observations de mon honorable ami de Dufferin. Il a fait observer que ce double emploi par le gouvernement fédéral des choses du domaine des provinces ne saurait conduire qu'à des ennuis; mais quand des ministres entêtés ne veulent pas écouter de simples et honnêtes agriculteurs comme mon honorable ami de Dufferin et moi-même, en matière de construction de chemins et routes, ils ne peuvent qu'aboutir à des difficultés. Quand ils ont besoin de renseignements sur de larges projets impériaux, ils font très bien de consulter des honorables députés comme mon honorable ami de Maisonneuve ou le très honorable député de King; mais s'il s'agit de l'avance de l'heure, des chemins ou de tout autre chose qui concerne la vie rurale, le ministre ferait beaucoup mieux de s'adresser à de simples individus comme l'honorable député de Dufferin et moi-même. Je suis bien aise de savoir que son expérience corrobore ses prévisions, et qu'il constate avoir eu raison de se joindre aux hommes qui formèrent plus tard le groupe des Progressistes, en s'opposant à cette mesure rétrograde. Si mon honorable ami de Dufferin veut bien donner plus de largeur à ses vues sur le tarif, j'ai l'espoir que nous le trouverons un jour dans nos rangs tout à fait, et je verrais en lui une excellente recrue pour le parti progressiste. Je ne veux pas prolonger le débat; mais le ministre pourrait-il nous dire si cet emploi d'argent procure du travail à un grand nombre de vétérans? Je crois qu'on s'attendait à cela lors de l'adoption de la loi.

L'hon. M. REID: Dans les localités que je connais, je sais que l'entreprise a fourni de l'emploi à un grand nombre de vétérans.

M. CLARK (Red-Deer): J'en suis bien aise. Mais comme il dit qu'il n'a été voté que vingt millions de dollars, j'espère qu'il

sera prudent à l'avenir. On a parlé d'une piste de vitesse. Il y a une voie rapide dont mon honorable ami de Cap-Breton-Nord-et-Victoria ne nous a rien dit, une certaine route à pic allant à la mer, que prirent un jour d'infortunés quatrupèdes. Eh bien, si le ministre et son gouvernement se livrent à plusieurs dépenses de cette nature, ils constateront que la piste de vitesse qu'ils construisent aboutit à la mer.

M. COPP: C'est là qu'ils vont.

M. FONTAINE: Les contribuables de Hull et de Wakefield ont voté la construction d'un chemin d'environ quatorze milles de longueur pour relier les deux municipalités. Le Gouvernement est-il disposé à fournir l'argent pour ce chemin?

L'hon. M. REID: Jusqu'à présent, la province de Québec n'a pas demandé d'employer cet argent fédéral à la construction de ce chemin.

M. BEST: Je ne veux pas mettre obstacle à ces prévisions budgétaires, mais je crois qu'il serait aussi bien de s'entendre maintenant que plus tard. J'apprécie ce que l'honorable député de Red-Deer a dit, mais après l'exemple que nous a donné la province d'Ontario en fait d'extravagance, il faudrait beaucoup d'appât pour m'attirer dans les rangs du parti progressiste. Le fait est que j'aurais honte d'avoir rien à faire avec ce parti.

M. CLARK (Red-Deer): Je parlais non pas du parti provincial, mais du groupe fédéral.

M. BEST: Ni avec le groupe fédéral. Mais, monsieur le président, ce Gouvernement est tout aussi responsable que le gouvernement provincial de l'argent dépensé sur les chemins dans l'Ontario.

L'honorable député de Peterborough l'a dit, nous avons entendu parler sur tous les tons d'un grand boulevard qui passerait au centre de l'Ontario. Pour ma part, je me réjouirais d'avoir ainsi une grande route, car je suis partisan des bons chemins par tout le pays, du moment que nous tirons bon parti de l'argent dépensé. Mais la population de la province d'Ontario ou celle d'aucune autre province devrait-elle prendre l'argent du trésor fédéral pour tout le dépenser en un seul endroit? Le gouvernement fédéral a le droit de voir à ce que l'on dépense l'argent dans différentes parties des provinces. On nous a dit que le Gouvernement avait approuvé plus de 500 milles de routes. Cela embrasserait une grande route allant de l'est à l'ouest